

Paris, le 17 mars 2022

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES À LA COMMISSION EUROPÉENNE DG COMP – Unité H6

Objet : réponse à la consultation publique sur les règles d'aides d'Etat révisées pour les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales

Le 10 janvier dernier, la Commission européenne a communiqué les projets de lignes directrices et de règlement d'exemption s'appliquant aux secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales pour la période 2023-2027.

Les autorités françaises remercient la Commission pour ces projets et accueillent favorablement un certain nombre d'évolutions proposées par rapport aux LDAF¹ et REAF² actuels. Ces projets appellent toutefois des demandes de modifications que les autorités françaises ont l'honneur de porter à la connaissance de la Commission européenne dans la présente note.

Ainsi, dans le prolongement de la note qu'elles ont transmise à la Commission le 11 janvier recensant leurs propositions d'amendement des textes actuels, les autorités françaises souhaitent mettre en évidence ci-après les points qui leur posent difficulté, et leurs propositions d'amendement visant à y remédier.

¹ Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020, modifiées par les Communication du 9 novembre 2019 et du 8 décembre 2020.

² Règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du TFUE, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Table des matières

I. AMENDEMENTS A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION RELATIVE AUX LDAF	4
I.A Dispositions transversales	4
Définition du phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle (point (32)3).....	4
Définition de l'incident environnemental (point (32)24)	4
Transparence (points (107) à (110)).....	5
Prise en compte des critères de durabilité environnementale des activités économiques pour les aides à l'investissement (point (138))	6
I.B Dispositions portant sur les secteurs agricole et agroalimentaires.....	7
Aides aux investissements en actifs corporels ou incorporels dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire (section 1.1.1.1).....	7
Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (section 1.1.1.4).....	9
Aides au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole (section 1.1.3)	10
Aides en faveur de la réalisation d'engagement agroenvironnementaux et climatiques (section 1.1.4)	10
Aides en faveur de la réalisation d'engagements en matière de bien-être animal (section 1.1.5)	11
Aides en faveur des services de conseil (section 1.1.10.2)	11
Aides aux services de remplacement dans l'exploitation (section 1.1.10.3).....	12
Aides à la coopération dans le secteur agricole (section 1.1.11).....	12
Aides destinées à compenser les dommages causés par des phénomènes météorologiques défavorables pouvant être assimilés à une calamité naturelle (section 1.2.1.2)	13
Aides visant à couvrir les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et de l'infestation par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les Etats membres, et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les Etats membres (section 1.2.1.3).....	13
I.C Dispositions portant sur le secteur forestier.....	14
Aides à la coopération dans le secteur forestier (section 2.6)	14
Autres aides au secteur forestier ayant des objectifs écologiques et liés à la fonction protectrice et récréative des forêts (section 2.8)	14
I.D Autres	15
Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.....	15
Aides relatives au rééchelonnement de l'endettement en faveur des exploitations agricoles fragilisées financièrement.....	15
Aides en faveur des entreprises de l'aval suite à un risque climatique ou sanitaire subi par les exploitations agricoles	16
Soutien aux investissements immatériels pour les entreprises agroalimentaires	16
Mise en place d'outils de gestion des risques dans le secteur forestier	16
II. AMENDEMENTS A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION RELATIVE AU REAF	17

II.A Dispositions transversales	17
Définition du phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle (article 2, paragraphe 3)	17
Transparence (article 9).....	17
II.B Dispositions portant sur les secteurs agricole et agroalimentaires.....	18
Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire (article 13).....	18
Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (article 16)	19
Aides au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole (article 18)	20
Aides aux services de remplacement dans l'exploitation (article 23).....	20
Aides destinées à remédier aux dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables assimilables à une calamité naturelle (article 24).....	20
Aides visant à couvrir les coûts de prévention, de contrôle et d'éradication des maladies animales et des organismes nuisibles aux végétaux et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux (article 25)	21
Aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles dans le secteur agricole (article 31)	21
II.B Dispositions relatives aux zones rurales	22
Aides au démarrage d'entreprises pour des activités non agricoles dans les zones rurales (article 47)	22
Aides destinées à couvrir les coûts supportés par les PME participant à des activités développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) ou à des projets des groupes opérationnels du PEI (article 50) et montants limités d'aides aux PME participant à des activités de DLAL ou à des projets des groupes opérationnels du PEI (article 51).....	23
III. AUTRES REMARQUES FRANCAISES	24

I. AMENDEMENTS A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION RELATIVE AUX LDAF

I.A Dispositions transversales

Définition du phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle (point (32)3)

Dans un contexte où les événements climatiques et sanitaires défavorables sont amenés à se multiplier, les autorités françaises souhaitent faire évoluer la définition du phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle afin qu'il soit possible de déroger au recours à la moyenne triennale ou olympique comme référence historique pour évaluer les pertes de production.

Par exemple s'agissant des cultures fruitières, la référence doit être calculée sur un nombre pair d'années pour éviter des variations de la référence uniquement liées au phénomène d'alternance (dans les vergers à fruits, une année à forte production est naturellement suivie par une année à faible production).

Il est par conséquent proposé de faire référence :

- S'agissant des pertes de production, à la moyenne des trois ou quatre dernières années ou, dans le cas où un État membre choisit de recourir à une moyenne olympique, de calculer cette moyenne sur huit années ;
- S'agissant de la moyenne olympique, une analyse comparative des moyennes olympiques quinquennales (cinq ans) et octennales (huit ans) de rendements a été menée à partir des données de rendements d'un groupe d'agriculteurs pour les années 2000 à 2017. Pour ces cas, il est possible de conclure d'une part que les écarts entre les deux moyennes olympiques sont faibles, et d'autre part que les moyennes olympiques octennales présentent un peu moins de variabilité que les moyennes olympiques quinquennales. Les moyennes olympiques octennales permettent donc de lisser davantage les références des exploitants.

Proposition d'amendement

(32) Aux fins des présentes lignes directrices, on entend par :

(3) « phénomène climatique assimilable à une calamité naturelle » : de mauvaises conditions météorologiques telles que le gel, les tempêtes, la grêle, le verglas, les pluies abondantes ou persistantes ou une grave sécheresse détruisant plus de 30 % de la production moyenne calculée **sur la base des trois ou des quatre années précédentes ou sur la base d'une moyenne établie pour les cinq ou les huit années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible.**

Définition de l'incident environnemental [point (32)24]

La définition d'« incident environnemental » posée au point (32)24 du projet de LDAF empêche l'intervention d'un fonds de mutualisation pour indemniser les exploitants agricoles dont les pertes liées à cet incident en termes de production annuelle moyenne par rapport à la moyenne triennale ou olympique de sa production annuelle sur les dernières années sont inférieures à 30 %.

Cette problématique se pose particulièrement lorsque le responsable n'est pas identifié, empêchant la mise en œuvre du principe pollueur-payeur. Dans ce cas de figure, les agriculteurs ayant subi moins de 30 % des pertes ne peuvent bénéficier d'aucune solution d'indemnisation. À titre d'exemple, on peut citer le cas d'un agriculteur en production biologique subissant des pertes liées à un déclassement de sa production suite à une contamination extérieure ne relevant pas de sa responsabilité. Il en est de même lorsque des procédures judiciaires longues sont engagées, ne permettant pas l'indemnisation des victimes à brève échéance.

Pour répondre aux situations citées du responsable non identifié ou des procédures judiciaires longues, il conviendrait donc de supprimer ce taux minimal de perte.

Proposition d'amendement

(32) Aux fins des présentes lignes directrices, on entend par :

(24) « incident environnemental » : **un épisode spécifique de pollution, de contamination ou de dégradation de la qualité de l'environnement qui est lié à un événement donné et d'une portée géographique limitée.**

Cette notion ne couvre pas les risques généraux pour l'environnement qui ne sont pas liés à un événement donné, tels que le changement climatique ou la pollution atmosphérique.

Extension du retrait de l'obligation de production scénario contrefactuel aux communes des régions ultrapériphériques [points (50) et (97)]

Le point (50) des LDAF exonère de l'obligation de production d'un scénario contrefactuel les municipalités qui sont des autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 000 000 EUR et moins de 5 000 habitants. En conséquence, en vertu du point (97), les points (93) à (96) des lignes directrices, qui fixent les exigences supplémentaires applicables aux aides à l'investissement en faveur des grandes entreprises pour garantir la proportionnalité de l'aide ainsi octroyée, ne s'appliquent pas à ces petites collectivités.

Les autorités françaises souhaiteraient que cette exonération de l'exigence de production scénario contrefactuel s'applique également aux communes des régions ultrapériphériques (RUP). En effet, les RUP françaises comptent un nombre réduit de communes, mais avec un nombre élevé d'habitants. Dès lors, elles ne pourront pas bénéficier de l'exception à la production de scénario contrefactuel pour les communes dont le budget annuel est inférieur à 10 000 000 EUR et qui comptent moins de 5 000 habitants. Pour autant, leur caractère rural et les spécificités de l'ultrapériphéricité, notamment en termes de moyens financiers et humains, conduisent ces communes à avoir les mêmes difficultés de production d'un scénario contrefactuel que les petites communes respectant les seuils de 10 000 000 EUR et 5 000 habitants.

Pour ces communes des RUP, la réalisation d'un scénario contrefactuel s'avère extrêmement lourde, voire même disproportionnée au regard des faibles montants d'aides qui peuvent être en jeu. Du même coup, cela obère leur capacité à mener des projets d'investissement.

Proposition d'amendement

(50) En outre, dans leur demande, les grandes entreprises doivent décrire la situation en l'absence d'aide, la situation qui est prise en considération à titre de scénario contrefactuel ou d'autre projet ou activité, et présenter des documents attestant le scénario contrefactuel décrit dans la demande. Cette exigence ne s'applique pas aux municipalités, qui sont des autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 000 000 EUR et moins de 5 000 habitants **et aux municipalités des régions ultrapériphériques.**

(97) Les points (93) à (96) ci-dessus ne s'appliquent pas aux municipalités qui sont des autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 000 000 EUR et moins de 5 000 habitants **et aux municipalités des régions ultrapériphériques**, comme mentionné au point (50).

Transparence [points (107) à (110)]

Le point (107) c) des LDAF prévoit l'abaissement des seuils de transparence portant sur les aides individuelles à respectivement 10 000 EUR pour le secteur de la production agricole primaire et 100 000 EUR pour le secteur de la transformation et la commercialisation de produits agricoles et le secteur forestier.

Cet abaissement est de nature à alourdir considérablement la charge administrative pour les services instructeurs, et va à l'encontre de l'objectif d'efficience des procédures en matière d'aides d'État.

Les autorités françaises demandent donc que les seuils de transparence soient maintenus à 60 000 EUR et 500 000 EUR.

Les autorités françaises notent également que le projet de LDAF ne reprend pas le point (130) des LDAF actuelles, qui donne la possibilité aux États membres, pour les aides individuelles cofinancées par le Feader ou accordées en tant que financement national complémentaire en faveur de telles mesures cofinancées, de recourir à des modalités de publication alternatives au *Transparency Award Module* (TAM) de la Commission européenne. Cette évolution conduira à alourdir la charge administrative des services instructeurs et à complexifier les procédures. Les autorités françaises souhaitent donc que pour ces aides, l'obligation de transparence puisse continuer à être mise en œuvre via un autre site Internet que TAM.

Proposition d'amendement

(107) Les Etats membres doivent veiller à ce que les informations suivantes soient publiées sur la plateforme informatique « *Transparency Award Module* » de la Commission européenne ou sur un site internet exhaustif consacré aux aides d'État, au niveau national ou régional :

(...)

(c) l'identité de chaque bénéficiaire, la forme et le montant d'aide octroyé à chacun d'eux (...). Il peut être dérogé à une telle obligation en ce qui concerne l'octroi d'aides individuelles qui ne passent pas les plafonds suivants :

- (i) **60 000 EUR** pour les bénéficiaires opérant dans le secteur de la production agricole primaire ;
- (ii) **500 000 EUR** pour les bénéficiaires opérant dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles, ainsi que dans le secteur forestier, ou exerçant des activités n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 42 du traité.

(108) En ce qui concerne les régimes d'aides sous la forme d'avantages fiscaux (...)

(109) Si l'octroi des aides individuelles relève du champ d'application du règlement (UE) 2021/2115³ et si elles sont cofinancées par le Feader ou accordées comme financement national complémentaire en faveur de telles mesures cofinancées, l'État membre concerné peut choisir de ne pas les publier sur le site internet relatif aux aides d'État visé au point (107), pour autant que l'octroi des aides individuelles soit publié conformément aux articles 97 à 100 du règlement (UE) 2021/2116. En pareil cas, l'État membre devrait faire référence au site internet visé à l'article 98 du règlement (UE) 2021/2116 sur le site web relatif aides d'État visé au point (107).

Prise en compte des critères de durabilité environnementale des activités économiques pour les aides à l'investissement (point (138))

Dans le cadre de la mise en balance des effets positifs et négatifs de l'aide pour juger de sa compatibilité avec le marché intérieur, il est précisé que la Commission « accordera une attention » à l'article 3 du règlement (UE) 2020/852⁴, et notamment au principe de ne pas causer de préjudice important à l'environnement.

Les autorités françaises souhaiteraient avoir des précisions quant aux modalités selon lesquelles la Commission mettra en application ce critère nouvellement introduit.

³ Règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la PAC et financés par le FEAGA et par le Feader, et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013.

⁴ Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088.

I.B Dispositions portant sur les secteurs agricole et agroalimentaires

D'une façon générale, pour les projets d'investissement en faveur du secteur agricole, les autorités françaises demandent que l'intensité de l'aide pour les régions ultrapériphériques demeure majorée par rapport à l'intensité d'aide s'appliquant pour un projet identique en métropole, selon les mêmes modalités que celles prévues dans le cadre des lignes directrices actuelles. Par exemple, il conviendrait de maintenir le taux d'aide pour un jeune agriculteur conduisant un projet d'investissement à 90 %.

Aides aux investissements en actifs corporels ou incorporels dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire (section 1.1.1.1)

➤ Installation des nouveaux agriculteurs

Les autorités françaises considèrent comme important que les nouveaux agriculteurs au sens de l'article 4, paragraphe 7 du règlement (UE) 2021/2115 (RPS)⁵ puissent être aidés dans les mêmes conditions que les jeunes agriculteurs.

Elles proposent également de relever, pour les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs, le plafond du montant admissible de terres achetées par rapport au total des coûts admissibles afin de sécuriser le foncier pour les agriculteurs s'installant sur des petites structures, notamment en zone périurbaine : le plafond, maintenu à 10 % dans le cas général, devrait être porté à 30 % pour les structures de petite taille dès lors que ce relèvement ne conduit pas à financer l'acquisition d'une surface excédant un seuil qui pourrait être fixé à 10 hectares.

➤ Investissements de mise aux normes

Les autorités françaises considèrent comme très préjudiciable l'inéligibilité des investissements en vue d'une mise en conformité avec des normes de l'Union ou nationales en vigueur.

L'impossibilité pour un jeune agriculteur qui s'installe pour la première fois en reprenant une exploitation qui ne serait pas aux normes de bénéficier d'aides pour des investissements de mise en norme constituerait un frein au renouvellement générationnel. À cet égard, les autorités françaises souhaiteraient que soit reprise dans le cadre des LDAF la dérogation qui avait été introduite par l'article premier, paragraphe 6, du règlement (UE) n°2017/2393 Omnibus, qui permettait aux jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation de se voir accorder une aide pour les investissements de mise aux normes pendant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise. Cette dérogation devrait également être mise en œuvre pour les nouveaux agriculteurs.

Au-delà, le fait que des aides pour des investissements en vue d'une mise en conformité avec de nouvelles exigences imposées par la législation de l'Union ou la législation nationale soient inéligibles risque d'être contre-productif et de freiner les investissements de mise aux normes indispensables, notamment en raison d'un manque de trésorerie. À cet égard, il convient de noter que l'éligibilité de ces investissements est bien prévue par l'article 73, paragraphe 5, du RPS.

➤ Aides à l'irrigation

Les autorités françaises considèrent d'intérêt national la possibilité de soutenir des investissements pour le développement de l'irrigation afin de favoriser la résilience de l'agriculture dans des territoires particulièrement exposés aux effets du changement climatique. À titre d'exemple, cela pourrait concerner dans des bassins déficitaires en période de basses-eaux mais bénéficiant d'une ressource substantielle en période de hautes-eaux, des projets de création de réserves alimentées en périodes de hautes-eaux dans lesquelles viendraient prélever les primo-irrigants à l'étiage, sans impacter le milieu. Il pourrait aussi s'agir de projets de remobilisation à des fins d'irrigation d'une partie des économies d'eau dégagées par l'amélioration des réseaux existants, et notamment la conversion de l'irrigation gravitaire, très consommatrice en eau, en systèmes de goutte-à-goutte. Dans ce cadre, les autorités françaises proposent que seuls soient inéligibles les investissements

⁵ Selon les autorités françaises, cette notion de « nouveaux agriculteurs » remplace celle d'« agriculteurs installés au cours des 5 dernières années précédant la demande d'aide ».

incompatibles avec l'atteinte ou le maintien du bon état des masses d'eau pour des raisons liées à la quantité, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Il conviendrait aussi d'ajouter les groupements fonciers composés majoritairement d'agriculteurs parmi les bénéficiaires de cette catégorie d'aides pour ce qui concerne les investissements portant sur la construction ou l'entretien d'infrastructures d'irrigation. En France, les associations syndicales autorisées (ASA) jouent un rôle de premier plan en matière d'irrigation agricole : elles gèrent la majorité des surfaces irriguées en France. Or, si elles pouvaient bénéficier d'aides au titre du règlement Feader n°1305/2013, ce n'est actuellement pas le cas au titre des LDAF.

Proposition d'amendement

(142) La présente section s'applique aux aides aux investissements en actifs corporels ou incorporels réalisés dans des exploitations agricoles liées à la production agricole primaire. Les investissements sont réalisés par un ou plusieurs bénéficiaires ou concernent un actif corporel ou incorporel utilisé par un ou plusieurs bénéficiaires. **Dans le cadre des investissements en matière d'irrigation, les bénéficiaires des aides peuvent être des groupements fonciers composés majoritairement d'agriculteurs.**

(150) L'aide couvre les coûts admissibles suivants :

(a) la construction, l'acquisition, y compris par voie de crédit-bail, ou la rénovation de biens immeubles, les terres achetées n'étant admissibles que pour un montant ne dépassant pas 10 % du total des coûts admissibles de l'opération concernée. Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, un pourcentage plus élevé peut être autorisé pour des opérations concernant la protection de l'environnement et la préservation des sols riches en carbone. **De même, pour les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs, ce plafond peut être relevé à 30 % dès lors que ce relèvement ne conduit pas à financer l'acquisition d'une surface excédant un seuil qui pourrait être fixé à 10 hectares.**

(...)

(154) Par dérogation au point (151) c), des aides peuvent être octroyées pour l'achat d'animaux des races menacées (...)

(155) Par dérogation au point (151) (d), des aides pour le respect des normes peuvent être accordées aux conditions suivantes :

(a) une aide peut être accordée aux jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chef d'exploitation ainsi qu'aux nouveaux agriculteurs pour des investissements devant permettre le respect des normes de l'Union ou des normes nationales applicables à la production agricole, y compris la sécurité au travail. Une aide de ce type peut être accordée pour une durée de 24 mois à compter de la date de l'installation durant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise ;

(b) lorsque la législation de l'Union ou la législation nationale impose de nouvelles exigences aux entreprises opérant dans le secteur de la production agricole primaire, des aides peuvent être accordées pour des investissements en vue d'une mise en conformité avec ces exigences pendant une durée maximale de 24 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'entreprise concernée.

~~(156) En ce qui concerne l'irrigation dans des zones nouvellement ou déjà irriguées, seuls seront considérés comme des coûts admissibles les investissements qui remplissent les conditions suivantes : (...)~~ **Les investissements dans l'irrigation non compatibles avec l'obtention et le maintien d'un bon état des masses d'eau conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE, y compris l'expansion de l'irrigation affectant des masses d'eau dont l'état a été qualifié de moins que bon dans le plan de gestion de district hydrographique pour des raisons liées à la quantité ne sont pas éligibles.**

Par dérogation, les investissements dans l'irrigation peuvent être rendus éligibles si une analyse environnementale *ex ante* montre que l'investissement n'aura pas d'incidence

négative importante sur l'environnement. Cette analyse des incidences sur l'environnement est réalisée par l'autorité compétente ou approuvée par celle-ci.

~~(157) Un investissement dans la création ou l'expansion d'un réservoir des à fins d'irrigation n'est admissible que s'il n'a pas d'incidence négative significative sur l'environnement.~~

(158) L'intensité de l'aide visée au point (157) peut être portée à un maximum de 80 % pour les investissements suivants :

(...)

(b) les investissements réalisés par les jeunes agriculteurs **ou les nouveaux agriculteurs.**

(159 bis) L'intensité de l'aide visée au point (157) peut être portée à un maximum de 90 % pour les investissements réalisés par les jeunes agriculteurs ou les nouveaux agriculteurs dans les régions ultrapériphériques ou les îles mineures de la mer Égée.

Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (section 1.1.1.4)

Par cohérence avec l'article 17, alinéa 2 du REAF qui mentionne que « *l'investissement concerne la transformation ou la commercialisation des produits agricoles* », la rédaction retenue dans les LDAF devrait être modifiée de la manière suivante : « *investissements liés à la transformation **et/ou** à la commercialisation de produits agricoles* ».

Par ailleurs, les autorités françaises souhaitent que dans le cadre de cette catégorie d'aide, le résultat du processus de production puisse être également un produit ne relevant pas de l'annexe I. En effet, il n'est pas possible de soutenir dans le cadre de la réglementation actuelle des aides d'État agricoles des investissements liés à la transformation de produits agricoles en produits non-agricoles au regard de l'annexe I qui seraient réalisés par des exploitations agricoles (par exemple des céréales en pain, bière ou pâtes alimentaires). Or, la stratégie européenne « de la ferme à la table » implique une mobilisation large du secteur agricole pour assurer la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Proposition d'amendement

(170) La Commission considèrera comme compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité, les aides aux investissements liés à la transformation **et/ou** à la commercialisation de produits agricoles (...)

(172) La présente section s'applique aux aides aux investissements dans des actifs corporels et incorporels liés à la transformation de produits agricoles **et/ou** à la commercialisation des produits agricoles au sens des points (32) (48), **(32) (49)** et (32) (39)⁶.

Enfin, afin de valoriser les démarches de bioéconomie, les autorités françaises considèrent qu'il apparaîtrait utile de soutenir les entreprises réalisant des investissements de valorisation des coproduits non alimentaires. Aujourd'hui, une grande partie des coproduits de l'industrie alimentaire n'est pas valorisée. Selon les produits, la fraction non-alimentaire peut représenter de l'ordre de la moitié de la matière première agricole. Par ailleurs, les données sur le gaspillage alimentaire montrent que le maillon « transformation » représente plus du cinquième des pertes totales de la chaîne alimentaire, soit plus de deux millions de tonnes annuellement.

Actuellement, ces coproduits sont valorisés essentiellement en alimentation animale ou en valorisation énergétique (combustion, méthanisation). Or, ils recèlent un potentiel non négligeable de transformation en produits à plus forte valeur ajoutée, par exemple pour la production de molécules plateformes pour la chimie ou pour des applications en agroécologie à travers

⁶ Le point (32) (39) porte sur la définition des marchés locaux. Les autorités françaises se demandent si la Commission n'a pas par erreur fait référence à cette définition au lieu du point (32) (40) qui porte sur la commercialisation de produits agricoles.

l'extraction de métabolites secondaires qui pourront venir en substitution de produits pétrosourcés. Soutenir ce type d'activités permet à la fois de conforter la compétitivité du secteur agroalimentaire, mais aussi de répondre aux exigences de décarbonation de l'économie et d'indépendance en matière d'intrants ou d'additifs pour le secteur agricole et agroalimentaire.

Aides au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole (section 1.1.3)

Les autorités françaises souhaitent que la partie du point (195) qui conditionne l'octroi des aides à l'existence d'un plan d'entreprise soit supprimée à des fins de simplification pour le demandeur et les services instructeurs.

La réalisation d'un plan d'entreprise représente pour les organisations de producteurs et associations de producteurs une charge administrative disproportionnée au regard des faibles volumes financiers en jeu. Leur structuration nécessite en effet des moyens humains et techniques limités. Enfin, la vérification de la bonne mise en œuvre de ce plan représente également une charge administrative lourde pour les services instructeurs.

Proposition d'amendement

(195) L'aide doit être octroyée sous la forme d'un montant forfaitaire versé en tranches annuelles pendant les cinq premières années à compter de la date de la reconnaissance officielle, par l'autorité compétente, du groupement ou de l'organisation de producteurs ~~ou sur la base de son plan d'entreprise. Les Etats membres ne doivent effectuer le versement de la dernière tranche qu'après avoir vérifié la bonne mise en œuvre du plan d'entreprise.~~

Aides en faveur de la réalisation d'engagement agroenvironnementaux et climatiques (section 1.1.4)

Pour le secteur forestier, le point 2.3 des Lignes directrices agricoles et forestières est modifié et permet que les coûts admissibles de l'« *Aides aux services forestiers, environnementaux et climatiques et à la conservation des forêts* » puissent être calculés « **sur la base de la valeur des services forestiers, environnementaux et climatiques qui ne sont pas rémunérés par le marché, y compris les systèmes collectifs et les systèmes de paiement fondés sur les résultats, comme les systèmes de séquestration du carbone.** » ((540) (b)).

Par cohérence entre le secteur agricole et le secteur forestier, les autorités françaises souhaitent que les coûts admissibles de l'aide « *1.1.4. Aides en faveur de la réalisation d'engagements agroenvironnementaux et climatiques* » puissent également être calculés « **sur la base de la valeur des services environnementaux et climatiques qui ne sont pas rémunérés par le marché, y compris les systèmes collectifs et les systèmes de paiement fondés sur les résultats, comme les systèmes de séquestration du carbone.** ».

En effet, la mise en œuvre de paiements pour services écosystémiques en agriculture permet d'inciter les agriculteurs à modifier certaines pratiques (voire plus largement le système de production) et/ou en maintenir d'autres, afin de contribuer à la préservation des fonctions écologiques des systèmes agricoles fournissant en retour des services (écosystémiques). Ce dispositif serait en cohérence avec la stratégie européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 visant à soutenir et encourager la transition vers des pratiques agricoles complètement durables.

Proposition d'amendement

(214) Les aides, à l'exclusion de celles aux actions relatives à la conservation des ressources génétiques visées au point (212) peuvent être calculées ;
a) comme une indemnisation des bénéficiaires pour une partie ou la totalité des coûts supplémentaires et des pertes de revenu résultant des engagements pris.

b) ou sur la base de la valeur des services environnementaux et climatiques qui ne sont pas rémunérés par le marché, y compris les systèmes collectifs et les systèmes de paiement fondés sur les résultats, comme les systèmes de séquestration du carbone. Les aides doivent être accordées annuellement.

Aides en faveur de la réalisation d'engagements en matière de bien-être animal (section 1.1.5)

Les autorités françaises souhaiteraient que le point (232) évolue afin de ne pas imposer à l'État membre de mettre à disposition des offres de formation et de conseils aux entreprises effectuant des opérations dans le cadre de cette mesure. Cette exigence est en effet susceptible de complexifier la mobilisation de l'aide.

Proposition d'amendement

(232) Les États membres doivent veiller à ce que les entreprises effectuant des opérations au titre de la présente mesure aient accès aux connaissances pertinentes et aux informations nécessaires à la mise en œuvre de ces opérations ~~et à ce qu'une formation appropriée soit dispensée aux personnes qui en ont besoin, ainsi qu'un accès à l'expertise~~ afin d'aider les agriculteurs qui s'engagent à modifier leurs systèmes de production.

Aides en faveur des services de conseil (section 1.1.10.2)

Le nouveau point (297), qui liste les thématiques possibles de la prestation de conseil qui peuvent donner lieu à l'octroi d'une aide, ne fait plus référence aux « *mesures visant à la modernisation, la recherche de la compétitivité, l'intégration dans les filières, l'innovation, l'orientation vers le marché, ainsi que la promotion de l'esprit d'entreprise* » (point (301) c) des LDAF actuelles).

Or, ces dispositions sont importantes, car elles permettent de proposer un accompagnement global de l'exploitation, par exemple *via* le financement d'une prestation d'analyse technico-socio-économique de l'exploitation permettant d'identifier d'éventuelles difficultés structurelles, et d'éviter ainsi le risque d'aboutir ultérieurement à un plan de redressement. Ce type de soutien est actuellement prévu par le régime français SA.49044 (modifié par le SA.59141) « aides à l'assistance technique », que les autorités françaises souhaitent maintenir sur la prochaine programmation.

En outre, les autorités françaises souhaitent que soit rendue éligible au titre de cette catégorie d'aides la reconstitution d'une comptabilité pour les exploitations qui auraient abandonné ce suivi du fait de difficultés diverses, sans pour autant être en difficulté au sens du droit européen. Ce type de prestation de conseil pourrait permettre de prévenir les difficultés financières des exploitations, l'abandon de la tenue d'une comptabilité étant l'un des premiers signes annonciateurs des difficultés sur une exploitation agricole.

Proposition d'amendement (sous réserve que la Commission n'assure pas aux autorités françaises que le dispositif d'audit global pourrait élargir au point (297) e) « *prévention et gestion des risques* »)

(297) Les conseils doivent être liés au moins à un des objectifs spécifiques conformément à l'article 6 du règlement (UE) XXX [RPS] et doivent couvrir au minimum un des éléments suivants :

(a) (...)

(b) (...)

(c) les mesures visant à la modernisation des exploitations agricoles, la recherche de la compétitivité, l'intégration dans les filières, l'innovation, l'orientation vers le marché, ainsi que la promotion de l'esprit d'entreprise ;

(d) les exigences définies par les États membres pour la mise en œuvre de la directive 2000/60/CE (...)

(e) les pratiques agricoles qui empêchent le développement d'une résistance aux antimicrobiens (...)

(...)

(i) les conditions d'emploi et les obligations des employeurs, ainsi que la santé et la sécurité au travail et l'aide sociale dans les communautés agricoles

(j) la reprise de la comptabilité pour des exploitations agricoles fragilisées financièrement, sans être en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers.

Aides aux services de remplacement dans l'exploitation (section 1.1.10.3)

Il conviendrait de prévoir le recours à des aides au titre de cette catégorie lorsque le remplacement est lié au suivi d'une formation par l'agriculteur, par une personne physique membre du ménage agricole ou par un ouvrier agricole.

Proposition d'amendement

(305) Les aides couvrent les coûts réels engagés pour le remplacement d'un agriculteur, d'une personne physique membre du ménage agricole ou d'un ouvrier agricole, absent pour cause de maladie, y compris d'un enfant, de congés annuels, de congés de maternité et parentaux, de service militaire obligatoire, **de formation** ou en cas de décès.

Aides à la coopération dans le secteur agricole (section 1.1.11)

Le développement de systèmes alimentaires durables, au centre de la stratégie « De la ferme à la table » et qui feront l'objet d'une proposition de cadre législatif prévue en 2023, implique la mobilisation d'acteurs relevant des secteurs agricole et non agricole.

Or, le point (311) des LDAF précise que les aides à la coopération « *devraient être accordées en vue d'encourager les formes de coopération associant au moins deux entités, qu'elles opèrent ou non dans le secteur agricole, mais sous réserve que la coopération soit avantageuse **uniquement** pour le secteur agricole* ». Dans ce contexte, ce point s'avère bloquant pour la mise en œuvre de projets de coopération offrant des retombées positives dépassant le seul secteur agricole (acteurs de la restauration collective, de l'éducation à l'alimentation, des associations, etc.). Aussi, les autorités françaises estiment nécessaire de prévoir la possibilité que la coopération soit également avantageuse pour l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire (cf. point 311.a). À cet égard, il conviendrait de définir précisément cette notion pour éviter toute interprétation. De plus, il importe de prendre en considération :

- les entreprises du secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et des produits non agricoles (hors annexe 1 du TFUE) ;
- les acteurs de l'économie sociale et solidaire dont les statuts ont un objet agricole.

Par ailleurs, les autorités françaises notent que le point (317) listant les coûts admissibles au titre de catégorie d'aides, ne vise plus « *le coût de l'animation de la zone concernée*. Elles demandent à ce que les coûts de l'animation de la coopération demeurent éligibles à des aides, notamment dans le cadre des « *coûts des opérations à mettre en œuvre* » (point (317) c)).

Proposition d'amendement

(311) Les aides devraient être octroyées en vue d'encourager les formes de coopération associant au moins deux acteurs, qu'ils opèrent ou non dans le secteur agricole, mais sous réserve que la coopération soit avantageuse uniquement pour le secteur agricole **ou pour les acteurs de la chaîne alimentaire**, et en particulier :

(a) les approches de coopération faisant intervenir différentes entreprises opérant dans le secteur agricole, la chaîne alimentaire (~~uniquement si le résultat de la transformation est un~~

produit agricole **acteurs de la restauration, de l'éducation à l'alimentation, entreprises du secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles en produits agricoles ou non-agricoles...**) ainsi que d'autres acteurs du secteur agricole qui contribuent à la réalisation des objectifs et des priorités de la politique de développement rural, y compris les groupements de producteurs, les coopératives et les organisations interprofessionnelles ;

(...)

(317) Les aides couvrent les coûts admissibles ci-après dans la mesure où ils concernent des activités agricoles :

(...)

(c) les coûts des opérations à mettre en œuvre, **dont les coûts liés à l'animation** ;

Aides destinées à compenser les dommages causés par des phénomènes météorologiques défavorables pouvant être assimilés à une calamité naturelle (section 1.2.1.2)

Du fait d'une erreur de traduction dans la version française au point (359), il est prévu une réduction de 50 % de l'intensité d'aide pour les bénéficiaires ayant souscrit une assurance ou ayant versé des contributions financières à des fonds de mutualisation reconnus par les États membres et couvrant au moins 50 % de leur production annuelle moyenne ou des revenus liés à la production ainsi que les risques climatiques statistiquement les plus fréquents. Or, cette réduction de 50 % doit être appliquée aux non-assurés.

Au-delà, les autorités françaises demandent que l'aide soit réduite d'un pourcentage supérieur ou égal à 50 % pour les non-assurés au lieu d'un ratio fixe de 50 % entre assurés et non-assurés. Cela permettra d'introduire davantage de souplesse dans la conception des dispositifs, laissant la possibilité aux États membres d'inciter plus fortement à l'assurance.

Proposition d'amendement

(359) Le montant des aides octroyées au titre de la présente section doit être réduit **d'un pourcentage supérieur ou égal à 50 %**, sauf si ces aides sont octroyées à des bénéficiaires **ayant souscrit** une assurance ou **ayant versé** des contributions financières à des fonds de mutualisation reconnus par les États membres et couvrant au moins 50 % de leur production annuelle moyenne ou des revenus liés à la production ainsi que les risques climatiques statistiquement les plus fréquents, pour lesquels une couverture d'assurance est prévue (...)

Aides visant à couvrir les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et de l'infestation par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les États membres, et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les États membres (section 1.2.1.3)

Le point (362) des LDAF liste les conditions à remplir pour octroyer des aides sur le fondement de cette section. Le point (b) (i) exige ainsi que les aides fassent partie « *d'un programme public, établi à l'échelle de l'Union, au niveau national ou régional pour prévenir, **contrôler** ou éradiquer la maladie animale ou l'organisme nuisible aux végétaux en cause* ». Les autorités françaises notent que le verbe « contrôler » a remplacé le verbe « surveiller » actuellement utilisé au point (366) (b) (i) des LDAF.

Les autorités françaises souhaiteraient que le verbe « surveiller » soit encore utilisé, afin que le champ d'application des aides ne soit pas sujet à interprétation. Cela permettrait notamment de sécuriser l'éligibilité des mesures de surveillance hors foyer, qui ne relèvent pas *stricto sensu* d'une démarche de contrôle.

Proposition d'amendement

(362) Les aides peuvent uniquement être versées lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

(...)

(b) elles font partie :

(i) d'un programme public, établi à l'échelle de l'Union, au niveau national ou régional pour prévenir, **surveiller** ou éradiquer la maladie animale ou l'organisme nuisible aux végétaux en cause ;

(...)

I.C Dispositions portant sur le secteur forestier

Aides à la coopération dans le secteur forestier (section 2.6)

Comme pour le point (317), les autorités françaises notent que le point (565), qui liste les coûts admissibles au titre de catégorie d'aides, ne vise plus « *le coût de l'animation de la zone concernée* ». Elles demandent donc à ce que les coûts de l'animation de la coopération demeurent éligibles à des aides, notamment dans le cadre de catégorie des « *coûts des opérations à mettre en œuvre* » (point (565) c)).

Proposition d'amendement

(565) Les aides couvrent les coûts admissibles ci-après dans la mesure où ils concernent des activités forestières :

(...)

(c) les coûts des opérations à mettre en œuvre, **dont les coûts liés à l'animation** ;

Autres aides au secteur forestier ayant des objectifs écologiques et liés à la fonction protectrice et récréative des forêts (section 2.8)

En raison de la prolifération des organismes pathogènes forestiers et de l'augmentation importante du risque d'introduction de nouveaux pathogènes menaçant fortement les forêts dans un contexte de changement climatique et de globalisation des échanges, les autorités françaises considèrent qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'indemnisation des pertes économiques des propriétaires forestiers. La France est notamment préoccupée par le risque d'introduction du nématode du pin, considéré comme un Organisme de Quarantaine Prioritaire au niveau européen, déjà présent en Espagne et au Portugal, et qui menace tout particulièrement la forêt landaise pour laquelle les conséquences économiques seraient extrêmement dommageables.

Si la section 2.8.1 des LDAF, *via* son point (584) b), permet d'indemniser la perte de stocks et les coûts de reboisement à concurrence de la valeur marchande des stocks détruits sur ordre des autorités aux fins de lutte contre un organisme nuisible aux végétaux, le point (581) précise qu'« *aucune aide ne peut être octroyée (...) pour les opérations de reboisement lorsque les arbres abattus sont remplacés par des arbres équivalents* ». Ce point apparaît bloquant pour envisager une indemnisation des propriétaires forestiers en cas d'apparition du nématode dans la forêt landaise, dont les conditions pédoclimatiques ne permettent pas d'envisager un reboisement avec des essences différentes. Dès lors, les autorités françaises souhaitent que le point (581) soit modifié comme indiqué ci-dessous.

Proposition d'amendement

(581) En vertu de la présente section, aucune aide ne peut être octroyée aux entreprises de la filière bois ni pour l'extraction commercialement rentable du bois ou le transport du bois ou la transformation du bois ou d'autres ressources sylvicoles en produits ou en combustibles. Aucune aide ne peut être octroyée pour les activités d'abattage dont l'objectif premier est l'extraction commercialement rentable de bois ni pour les opérations de reboisement lorsque les arbres abattus sont remplacés par des arbres équivalents. **À titre dérogatoire, des arbres équivalents peuvent être utilisés pour les opérations de reboisement lorsque les conditions pédoclimatiques empêchent de recourir à des essences différentes.**

I.D Autres

Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté

Les autorités françaises notent que la section 1.3.5 relative aux aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté a été supprimée, ce qui semble impliquer que les modalités d'octroi de ce type d'aides en faveur des exploitations agricoles seront alignées sur celles prévalant pour les autres secteurs de l'économie en vertu des futures lignes directrices restructuration et sauvetage (LDSR).

À cet égard, elles souhaiteraient savoir si les exceptions en faveur des entreprises de la production agricole primaire prévues au point (483) des LDAF actuelles seront intégrées dans les futures LDSR. En particulier, elles s'interrogent sur le fait de savoir si le principe de non-récurrence sera maintenu de façon dérogatoire à cinq ans pour les exploitations agricoles dans ces futures LDSR. Actuellement, ce point y est mentionné à la note de bas de page (60) du point (112).

Il est crucial que cette exception agricole soit maintenue, soit dans les LDSR, soit dans les LDAF, dans la mesure où la période générale de dix ans pendant laquelle une entreprise ne peut pas bénéficier deux fois d'aides au sauvetage ou à la restructuration n'est pas adaptée aux besoins de la profession agricole qui est soumise à des aléas économiques, climatiques, environnementaux de plus en plus fréquents et intenses.

Aides relatives au rééchelonnement de l'endettement en faveur des exploitations agricoles fragilisées financièrement

Au-delà, les autorités françaises considèrent que les LDSR ne sont pas adaptées à la réalité économique du secteur de la production agricole primaire. Comme indiqué dans la note du 11 janvier, les exploitations agricoles sont généralement contraintes de cesser leur activité avant d'avoir atteint les seuils requis d'une « entreprise en difficulté » au sens des a) ou b) du point (20) des LDSR. De ce fait, de façon générale, seules les exploitations en procédure collective d'insolvabilité, répondant à la définition d'une entreprise en difficulté au sens du c) du point (20) des LDSR, peuvent bénéficier d'une aide à la restructuration de l'exploitation telle que prévue en France.

Les autorités françaises proposent que soit créée une catégorie d'aides relative au rééchelonnement de l'endettement de l'exploitation agricole. Ces aides viseraient à financer le surcoût induit par le rééchelonnement des dettes pour des exploitations répondant à certains critères d'éligibilité. Elles auraient essentiellement vocation à prendre en charge le surcoût induit par une restructuration de l'endettement de l'exploitation, mais pourraient également prendre en charge les intérêts de prêts ou facilités de paiement. Ces aides ne s'adresseraient donc pas à des exploitations déjà en difficulté, mais auraient pour vocation d'éviter une aggravation des difficultés financières d'une exploitation.

Une telle demande est circonscrite au domaine agricole, les autorités françaises ne proposent pas d'ouvrir automatiquement cette possibilité à toutes les entreprises de manière générale (notamment dans les LDSR) dans la mesure où les conséquences d'une telle proposition devraient être examinées.

Aides en faveur des entreprises de l'aval suite à un risque climatique ou sanitaire subi par les exploitations agricoles

Il conviendrait de pouvoir soutenir les entreprises du secteur de la transformation et de la commercialisation agricole en cas de maladie animale ou de phénomène météorologique défavorable assimilable à une calamité naturelle, lorsque ces entreprises de l'aval présentent un taux de dépendance supérieur ou égal à 65 % avec l'amont avec une impossibilité de substituer d'autres sources d'approvisionnements (par exemple dans le cas des coopératives ou des productions sous appellations d'origine). Cela signifie concrètement que l'entreprise n'a de solution de remplacement immédiate en termes d'approvisionnement qu'à hauteur d'un tiers de son chiffre d'affaires. En effet, à l'heure actuelle, en cas de survenance d'un tel événement défavorable, la réglementation des aides d'État permet de compenser seulement les dommages subis par les exploitations agricoles, et non pas ceux subis par ricochet par les entreprises de l'aval. En conséquence, il convient à titre exceptionnel de notifier ce type d'aides directement sur la base du traité. Or, un réel besoin existe de soutenir ces entreprises, notamment dans la perspective de la multiplication des phénomènes climatiques défavorables ayant un impact majeur pour les cultures.

Soutien aux investissements immatériels pour les entreprises agroalimentaires

Les autorités françaises souhaitent que soit créée une catégorie d'aides permettant de soutenir davantage l'investissement immatériel dans les très petites entreprises (TPE) et PME de l'industrie agroalimentaire. La France soutient ces entreprises par le biais de démarches d'accompagnement collectives ou collaboratives visant à agir sur les facteurs clés de leur compétitivité hors coût et faciliter ainsi leur adaptation aux évolutions du marché.

Or, les régimes d'aides existants (formation, RDI, aides aux PME) basés sur le RGEC sont très peu adaptés aux actions envisagées. D'une part, les taux d'aide sont peu incitatifs et impliquent un autofinancement trop important pour des entreprises de petite taille. D'autre part, certaines dépenses des porteurs de projets ne sont pas éligibles à ces régimes. Par exemple, dans le cadre du régime SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME, les dépenses éligibles pour bénéficier d'aides aux services de conseil ne couvrent pas les frais de déplacement. Par ailleurs, certaines dépenses des projets vont au-delà de la prestation de conseil en tant que telle : coûts administratifs liés au suivi du déploiement d'une plateforme logistique ou commerciale, missions relatives aux phases de prospection, d'enquêtes préalables pour repérer les entreprises volontaires, de validation des besoins des PME ou de capitalisation collective en fin d'opération, ou encore facilitation des échanges entre start-ups et entreprises agroalimentaires *via* la mise en place de parrainages. La réglementation européenne des aides *de minimis*⁷ constitue par conséquent une base réglementaire régulièrement sollicitée, ce qui impute le plafond individuel des entreprises concernées et limite les possibilités de financement public.

Une telle demande est circonscrite au domaine agroalimentaire dans le cadre des LDAF, les autorités françaises ne visent pas à créer un précédent automatiquement transposable dans d'autres textes européens relatifs aux aides d'État, car il faudrait alors en analyser tous les effets.

Mise en place d'outils de gestion des risques dans le secteur forestier

En complément de la proposition d'évolution de la section 2.8, et pour les raisons qui ont été évoquées, les autorités françaises considèrent qu'il est nécessaire de créer les deux nouvelles catégories d'aides suivantes en faveur du secteur forestier :

- aides aux contributions financières des fonds de mutualisation dans le secteur forestier, circonscrite aux pertes causées par des organismes nuisibles pour les végétaux, en particulier les organismes nuisibles réglementés. À ce jour, la section 1.2.1.7 des LDAF ne vise en effet que les agriculteurs. Or, toute démarche de gestion des risques menée par les professionnels du secteur forestier devrait également d'être soutenue face à la prolifération des organismes nuisibles au sein de nouveaux milieux aujourd'hui accélérée par le changement climatique ;

7. Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 modifié.

- aides en faveur des services de remplacement dans les entreprises de travaux forestiers de petite taille, sur le modèle de ce qui est actuellement prévu pour les exploitations agricoles (section 1.1.10.3 des LDAF et article 23 du REAF). En cas de présence d'éléments nuisibles ou pathogènes, il importe d'abattre au plus vite les arbres malades pour éviter leur propagation, tout retard de coupe étant susceptible d'entraîner des dégâts supplémentaires dans les parcelles forestières. Il est donc fondamental de disposer d'entreprises d'exploitation forestière en capacité d'agir rapidement, alors même que de nombreux entrepreneurs forestiers exercent leur activité au sein d'entreprises unipersonnelles.

L'objectif de ces différentes mesures est de favoriser l'exécution rapide et complète des mesures obligatoires de lutte ordonnées par l'État, afin d'éviter la propagation des organismes nuisibles aux forêts, notamment ceux qui sont réglementés.

II. AMENDEMENTS A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION RELATIVE AU REAF

II.A Dispositions transversales

Définition du phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle (article 2, paragraphe 3)

La proposition d'amendement de cette définition faite dans le cadre des LDAF (voir supra, I-A) devrait être reprise dans le REAF pour les mêmes raisons.

Proposition d'amendement

Article 2

Aux fins du présent règlement, on entend par :

(3) « phénomène climatique assimilable à une calamité naturelle » : de mauvaises conditions météorologiques telles que le gel, les tempêtes, la grêle, le verglas, les pluies abondantes ou persistantes ou une grave sécheresse détruisant plus de 30 % de la production moyenne calculée **sur la base des trois ou quatre années précédentes ou sur la base d'une moyenne établie pour les cinq ou les huit années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible.**

Transparence (article 9)

Le paragraphe 1, c) de cet article prévoit l'abaissement des seuils de transparence portant sur les aides individuelles à respectivement 10 000 EUR pour le secteur de la production agricole primaire et 100 000 EUR pour le secteur de la transformation et la commercialisation de produits agricoles et le secteur forestier.

Pour les mêmes raisons que celles invoquées au titre des LDAF, les autorités françaises demandent à ce que les seuils de transparence soient maintenus à 60 000 EUR et 500 000 EUR.

De même, les autorités françaises notent que le projet de REAF a supprimé l'article 10, intitulé « Prévenir la double publication ». Cet article donnait la possibilité aux États membres, pour les aides individuelles cofinancées par le Feader ou accordées en tant que financement national complémentaire en faveur de telles mesures cofinancées, de recourir à des modalités de publication alternatives au *Transparency Award Module* (TAM) de la Commission européenne. Cette évolution conduira à alourdir la charge administrative des services instructeurs. Les autorités françaises souhaitent donc que cet article 10 soit réintroduit dans le REAF pour la prochaine programmation.

Proposition d'amendement

Article 9

2. L'Etat membre concerné veille à ce que soit publié sur un site internet exhaustif consacré aux aides d'Etat, au niveau national ou régional :

c) les informations visées à l'annexe III du présent règlement pour chacune des aides excédant les montants suivants :

(i) **60 000 EUR** pour les bénéficiaires actifs dans la production agricole primaire ;

(ii) **500 000 EUR** pour les bénéficiaires actifs dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, dans le secteur forestier ou exerçant des activités n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 42 du traité.

(108) En ce qui concerne les régimes d'aides sous la forme d'avantages fiscaux (...)

Article 10 : prévenir la double publication

Si l'octroi des aides individuelles relève du champ d'application du règlement (UE) 2021/2115 et que ces aides sont soit cofinancées par le Feader, soit accordées en tant que financement national complémentaire en faveur de telles mesures cofinancées, l'Etat membre concerné peut choisir de ne pas les publier sur le site web des aides d'Etat, visé à l'article 9, paragraphe 2, du présent règlement, pour autant que l'octroi des aides individuelles ait déjà été publié conformément articles 97 à 100 du règlement (UE) 2021/2116. Dans ce cas, l'Etat membre fait référence au site internet visé à l'article 98 du règlement (UE) 2021/2116 sur le site web consacré aux aides d'Etat visé à l'article 9, paragraphe 2, du présent règlement.

II.B Dispositions portant sur les secteurs agricole et agroalimentaires

D'une façon générale, les autorités françaises demandent que l'intensité de l'aide pour les régions ultrapériphériques puisse faire l'objet de majoration dans la limite de l'atteinte des taux figurant dans le règlement d'exemption actuellement en vigueur (par exemple 90 % pour les investissements réalisés par les jeunes agriculteurs ou pour les aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles).

Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire (article 13)

Les autorités françaises notent que le paragraphe 3 de cet article ajoute parmi la liste des objectifs poursuivis par les projets d'investissement en question « *le respect des normes dans les conditions précisées au paragraphe 11, point f* ». Or, celui-ci renvoie aux coûts admissibles dans le cas de l'irrigation.

En tout état de cause, à l'instar de ce qui a été porté dans le cadre de la section 1.1.1.1 des LDAF, les autorités françaises sont attachées à ce que l'article 13 du REAF puisse permettre de soutenir les investissements de mise aux normes de l'Union ou nationales des jeunes agriculteurs et des nouveaux agriculteurs.

Les autorités françaises renouvellent aussi dans le cadre de cet article 13 du REAF les propositions en matière de soutien à l'installation et d'aides à l'irrigation qu'elles ont faites dans le cadre de la section 1.1.1.1 des LDAF.

Proposition d'amendement

Article 13

2. L'investissement peut être effectué par un ou plusieurs bénéficiaires ou concerne un actif corporel ou incorporel utilisé par un ou plusieurs bénéficiaires. **Dans le cadre des investissements en matière d'irrigation, les bénéficiaires des aides peuvent être des groupements fonciers composés majoritairement d'agriculteurs.**

11. L'aide couvre les coûts admissibles suivants :

(a) les coûts de construction, d'acquisition, y compris par voie de crédit-bail, ou de rénovation de biens immeubles, les terrains acquis n'étant admissibles que pour un montant ne dépassant pas 10 % du total des coûts admissibles de l'opération concernée. **Pour les jeunes agriculteurs et les agriculteurs qui se sont installés au cours des 5 dernières années à compter de la demande d'aide, ce plafond peut être relevé à 30 % dès lors que ce relèvement ne conduit pas à financer l'acquisition d'une surface excédant un seuil qui pourrait être fixé à 10 hectares.**

(...)

(f) dans le cas de l'irrigation, ~~les coûts liés aux investissements remplissant les conditions suivantes (...)~~ **les investissements dans l'irrigation non compatibles avec l'obtention et le maintien d'un bon état des masses d'eau conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE, y compris l'expansion de l'irrigation affectant des masses d'eau dont l'état a été qualifié de moins que bon dans le plan de gestion de district hydrographique pour des raisons liées à la quantité ne sont pas éligibles.**

Par dérogation, les investissements dans l'irrigation peuvent être rendus éligibles sur une analyse environnementale *ex ante* montre que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement. Cette analyse des incidences sur l'environnement est réalisée par l'autorité compétente ou approuvée par celle-ci.

(i) dans le cas des aides pour le respect des normes, une aide peut être accordée aux jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chef d'exploitation et aux nouveaux agriculteurs pour des investissements devant permettre le respect des normes de l'Union ou des normes nationales applicables à la production agricole, y compris la sécurité au travail. Une aide de ce type peut être accordée pour une durée de 24 mois à compter de la date de l'installation ou durant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise ;

(...)

18. L'intensité de l'aide peut être portée à un maximum de 80 % pour les investissements suivants :

(b) les investissements réalisés par les jeunes agriculteurs **ou les nouveaux agriculteurs.**

Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (article 16)

Par cohérence avec l'article 16, alinéa 2 du REAF qui mentionne que « *l'investissement concerne la transformation ou la commercialisation des produits agricoles* », la rédaction retenue à l'alinéa 1 devrait être modifiée de la manière suivante : « *investissements liés à la transformation **et/ou** à la commercialisation de produits agricoles* ».

Par ailleurs, pour les mêmes raisons invoquées que dans le cadre de la proposition faite concernant la section 1.1.1.4 des LDAF, les autorités françaises souhaitent que dans le cadre de cette catégorie d'aide, le résultat du processus de production puisse être également un produit ne relevant pas de l'annexe I.

Proposition d'amendement

Article 16

1. Les aides aux investissements liés à la transformation **et/ou** à la commercialisation des produits agricoles (...)

2. Les investissements portent sur des actifs corporels et incorporels liés à la transformation de produits agricoles ou à la commercialisation de produits agricoles, tels que définis à l'article 2, points (43), **(44)** et (33).

Enfin, les autorités françaises réitèrent ici la proposition qu'elles ont effectuée dans le cadre de la section 1.1.1.4 des LDAF : afin de valoriser les démarches de bioéconomie, il apparaîtrait utile de soutenir les entreprises réalisant des investissements de valorisation des coproduits non alimentaires.

Aides au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole (article 18)

À l'instar de ce qui a été porté au titre de la section 1.1.3 des LDAF, les autorités françaises souhaitent que les paragraphes 2,3 et 8 ne fassent plus référence à la notion de plan d'entreprise.

Proposition d'amendement

Article 18

2. Seuls les groupements ou les organisations de producteurs qui ont été officiellement reconnus par l'autorité compétente de l'État membre concerné ~~sur la base d'un plan d'entreprise~~ peuvent bénéficier des aides.

~~3. L'octroi de l'aide est subordonné à l'obligation, pour l'État membre concerné, de vérifier que les objectifs du plan d'entreprise visé au paragraphe 2, ont été atteints dans un délai de cinq ans à compter de la reconnaissance du groupement ou de l'organisation de producteurs.~~

~~8. L'aide est octroyée sous la forme d'un montant forfaitaire versé par tranches annuelles pendant les cinq premières années à compter de la date de la reconnaissance officielle, par l'autorité compétente, du groupement ou de l'organisation de producteurs sur la base du plan d'entreprise visé au paragraphe 2. Les Etats membres n'effectuent le versement de la dernière tranche qu'après avoir vérifié la bonne mise en œuvre du plan d'entreprise concerné.~~

Aides aux services de remplacement dans l'exploitation (article 23)

Il conviendrait de prévoir le recours à des aides au titre de cette catégorie lorsque le remplacement est lié au suivi d'une formation par l'agriculteur, par une personne physique membre du ménage agricole ou par un ouvrier agricole.

Proposition d'amendement

2. Les aides couvrent les coûts réels engagés pour le remplacement d'un agriculteur, d'une personne physique membre du ménage agricole ou d'un ouvrier agricole, absent pour cause de maladie, y compris d'un enfant, de congés annuels, de congés de maternité et parentaux, de service militaire obligatoire, **de formation** ou en cas de décès.

Aides destinées à remédier aux dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables assimilables à une calamité naturelle (article 24)

Les autorités françaises souhaitent, à l'instar de ce qui prévu au point (345) du projet de LDAF, que l'article 24 du REAF permette de mettre en place des critères sur la base desquels la reconnaissance officielle de l'événement comme phénomène climatique défavorable pouvant être assimilé à une catastrophe naturelle puisse être effectuée automatiquement.

Au-delà, les autorités françaises demandent que l'aide soit réduite d'un pourcentage supérieur ou égal à 50 % pour les non-assurés au lieu d'un ratio fixe de 50 % entre assurés et non-assurés.

Proposition d'amendement

Article 24

2. Les aides doivent respecter les conditions suivantes :

(a) elles sont versées lorsque l'autorité compétente de l'État membre a reconnu officiellement l'événement comme un phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle ; et

(b) il existe un lien de causalité direct entre les dommages causés par le phénomène climatique défavorable assimilable à une calamité naturelle et le préjudice subi par l'entreprise.

3. Les États membres peuvent, le cas échéant, établir à l'avance des critères sur la base desquels la reconnaissance officielle visée au point (344) a) est réputée effective.

4. Les aides sont versées directement à l'entreprise concernée ou à un groupement ou une organisation de producteurs dont l'entreprise est membre (...)

Aides visant à couvrir les coûts de prévention, de contrôle et d'éradication des maladies animales et des organismes nuisibles aux végétaux et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux (article 25)

À l'instar de la proposition faite par les autorités françaises concernant la section 1.2.1.3, les autorités françaises demandent à ce que le verbe « surveiller » soit réintroduit au paragraphe 2, (b) (i) de l'article 25 en lieu et place du verbe « contrôler ».

Proposition d'amendement

2. Les aides doivent respecter les conditions suivantes :

(...)

(b) elles font partie :

(i) d'un programme public, établi à l'échelle de l'Union, au niveau national ou régional pour prévenir, **surveiller** ou éradiquer la maladie animale ou l'organisme nuisible aux végétaux en cause ;

(...)

Aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles dans le secteur agricole (article 31)

Les autorités françaises souhaitent, à l'instar de ce qui prévu au point (328) du projet de LDAF, que l'article 31 du REAF permette de mettre en place des critères sur la base desquels la reconnaissance officielle de l'événement comme phénomène climatique défavorable pouvant être assimilé à une catastrophe naturelle puisse être effectuée automatiquement.

Proposition d'amendement

Article 31

2. Les aides doivent respecter les conditions suivantes :

(a) elles ne sont versées que lorsque l'autorité compétente de l'État membre a reconnu officiellement l'événement comme une calamité naturelle ; et

(b) il existe un lien de causalité direct entre la calamité naturelle et le préjudice subi par l'entreprise.

3. Les États membres peuvent, le cas échéant, établir à l'avance des critères sur la base desquels la reconnaissance officielle visée au paragraphe 2, a) est réputée effective.

4. Les aides sont versées directement à l'entreprise concernée ou à un groupement ou une organisation de producteurs dont l'entreprise est membre (...)

II.B Dispositions relatives aux zones rurales

Aides au démarrage d'entreprises pour des activités non agricoles dans les zones rurales (article 47)

Les autorités françaises tiennent à signaler à la Commission le défaut de cohérence existant entre cet article et la mesure correspondante du RPS (article 75). D'une part, l'article 75 du RPS ne vise le démarrage d'activités non agricoles dans les zones rurales que lorsqu'il est lié à une stratégie locale de développement mené par les acteurs locaux. D'autre part, l'article 47 du REAF prévoit un certain nombre d'exigence supplémentaires concernant le contenu du plan d'entreprise ou les modalités de paiement de l'aide qui ne sont pas prévues à l'article 75 du RPS. Par exemple, le paragraphe 5 de l'article 47 du REAF décrit le contenu attendu du plan d'entreprise, alors que l'article 75, paragraphe 3 du RPS précise que ce sont les États membres qui « *fixent les conditions concernant la présentation et le contenu d'un plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article* ». De même, le REAF prévoit un plafond par bénéficiaire de 70 000 EUR, alors qu'il est fixé à 100 000 EUR dans le RPS.

Dès lors, les autorités françaises souhaitent que les conditions posées par cet article 47 soient alignées sur les dispositions de l'article 75 du RPS. Il importe notamment que les simplifications apportées dans le RPS par rapport à la période 2014-2020 en termes de subsidiarité en faveur des États membres ne soient pas annulées par les dispositions du REAF.

Proposition d'amendement

Article 47

5. L'octroi de l'aide est subordonné à la présentation d'un plan d'entreprise à l'autorité compétente de l'État membre concerné **et à sa mise en œuvre correcte.** ~~La mise en œuvre du plan d'entreprise commence dans un délai de 9 mois à compter de la date de la décision d'octroi des aides.~~

~~Le plan d'entreprise décrit au moins :~~

~~(a) la situation économique de départ du bénéficiaire ;~~

~~(b) les étapes et les objectifs du développement des nouvelles activités du bénéficiaire ;~~

~~(c) les détails sur les actions à mener pour développer les activités du bénéficiaire, et donne notamment des précisions sur les investissements, les formations, les conseils.~~

~~Le plan d'entreprise a une durée maximale de 5 ans.~~

~~6. Les aides sont versées au moins en deux tranches.~~

~~Les tranches peuvent être dégressives.~~

~~7. Le paiement de la dernière tranche est subordonné à la mise en œuvre correcte du plan d'entreprise visé au paragraphe 5. Les Etats membres déterminent le montant des aides en tenant compte de la situation socio-économique de la zone couverte par le plan stratégique relevant de la PAC.~~

6. Les aides sont plafonnées à ~~70 000 €~~ **100 000 EUR** par bénéficiaire.

Aides destinées à couvrir les coûts supportés par les PME participant à des activités développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) ou à des projets des groupes opérationnels du PEI (article 50) et montants limités d'aides aux PME participant à des activités de DLAL ou à des projets des groupes opérationnels du PEI (article 51)

Les autorités françaises sont satisfaites que, de manière générale, les municipalités constituant des entités locales autonomes ne soient plus dans l'obligation de produire un scénario contrefactuel pour prouver l'effet incitatif de l'aide et sa proportionnalité, à partir du moment où elles ont un budget annuel inférieur à 10 000 000 EUR et comptent moins de 5 000 habitants.

Les autorités françaises comprennent néanmoins que ces petites collectivités locales et leurs groupements demeureront considérés comme des grandes entreprises, ce qui les pénalisera pour bénéficier d'aides au titre des projets LEADER. Or, ces acteurs publics sont essentiels à la revitalisation des zones rurales, comme la Commission l'a reconnu dans sa Communication du 30 juin 2021 « *Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE - Vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040* »⁸. Les projets mis en œuvre par les petites collectivités rurales sont en outre similaires à ceux portés par des PME ou des associations locales. Cette similitude est garantie par le cadrage des programmes : quelle que soit la nature des bénéficiaires, les projets doivent s'inscrire dans une même stratégie locale de développement et répondre aux mêmes critères d'éligibilité et de sélection.

Les autorités françaises demandent donc à ce que les municipalités dont le budget annuel est inférieur à 10 000 000 EUR et qui comptent moins de 5 000 habitants puissent à titre dérogatoire bénéficier de ces deux catégories d'aides. Les communes rurales des régions ultrapériphériques françaises ne correspondant pas à cette définition (nombre réduit de communes avec un nombre d'habitants plus élevé) conduit les autorités françaises à demander que l'ensemble des communes des régions ultrapériphériques bénéficient également de ce traitement spécifique (en lien avec la proposition relative aux points (50) et (97) des LDAF).

Proposition d'amendement

Article 50 : Aides pour les coûts supportés par les PME **et les petites municipalités** participant à des projets de DLAL ou à des projets des groupes opérationnels du PEI

1. Les aides pour les coûts supportés par les PME **ou les petites municipalités telles que définies l'article 2 (61) du présent règlement (...)**

Article 51 : Montants limités d'aides aux PME **et aux petites municipalités** bénéficiant de leur participation à des projets de DLAL ou à des projets des groupes opérationnels du PEI

Proposition d'amendement

Article 2

(61) « petite municipalité » : entité locale autonome dont le budget annuel est inférieur à 10 000 000 EUR et qui compte moins de 5 000 habitants ou municipalité localisée dans une région ultrapériphérique.

⁸ Référence COM(2021) 345 final.

III. AUTRES REMARQUES FRANCAISES

Modalités de création de régimes en lien avec le plan stratégique relevant de la PAC

Les autorités françaises saluent l'effort de cohérence réalisé par la Commission européenne entre la politique de développement rural de l'Union et la politique de contrôle des aides d'État. Elles s'interrogent néanmoins sur les modalités concrètes de notification d'un régime d'aide d'État qui serait en lien avec le plan stratégique relevant de la PAC.

La chapitre 3 des LDAF précise en effet que les régimes notifiés devront respecter quatre critères : (i) l'inclusion des aides dans un plan stratégique relevant de la PAC, (ii) que les aides ne soient octroyées ni en faveur de fonds de roulement, (iii) ni d'aides au fonctionnement, (iv) ni à des entreprises en difficulté. Les autorités françaises sont favorables à des modalités de notification simplifiées pour ces dispositifs, étant donné que le contenu de la notification reprendra la rédaction retenue dans le plan stratégique PAC.